

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

G. ROULLEAU

Nouveaux aspects de la circulation de la monnaie en France

Journal de la société statistique de Paris, tome 69 (1928), p. 298-306

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1928__69_298_0

© Société de statistique de Paris, 1928, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

II

NOUVEAUX ASPECTS DE LA CIRCULATION DE LA MONNAIE EN FRANCE

Au cours d'une précédente étude (1), nous avons entrepris l'analyse des mouvements migratoires du numéraire et des billets de banque en France pour les dernières années d'avant-guerre. Nous avons pu constater alors l'existence de courants de moyens de paiement à travers le territoire, soumis à des influences générales régulières. Rappelons en particulier que les grandes agglomérations urbaines et les grandes régions industrielles constituent des foyers de dispersion du numéraire, et que c'est surtout dans les régions de production agricole intense que les instruments de paiement ainsi disséminés rentrent dans les caisses de la Banque de France, chargée de rétablir l'équilibre rompu par ces mouvements de migration et d'assurer l'exakte répartition de la monnaie dans le pays. En outre, les mouvements de numéraire se sont montrés soumis à des variations saisonnières, que domine le cycle de la production agricole, et qu'influencent également les recettes et les dépenses du Trésor public. Sous ces actions conjuguées, les besoins de monnaie se montraient chaque année, avant la guerre, particulièrement intenses au cours du second semestre, puis l'excédent de numéraire ainsi réparti dans la circulation reflueait vers la Banque au printemps et dans le début de l'été.

En présence du changement de composition de la masse monétaire, formée maintenant uniquement de papier, en présence aussi des profondes modifications provoquées par la guerre et l'après-guerre dans la vie économique, et du développement pris par les moyens de règlement perfectionnés, il nous a paru intéressant de reprendre l'examen de la question. Nous avons relevé les mouvements de billets au cours de l'année 1927 qui marque le retour à la stabilité monétaire, et qui par conséquent peut être l'objet d'utiles constatations.

Le groupement par départements des échanges de billets entre les comptoirs de la Banque de France et le public met tout d'abord en lumière un phénomène très caractéristique. Chaque département présente, pour l'ensemble de l'année, un surplus de versements ou de prélèvements aux guichets de la Banque qui, sauf la variation du stock monétaire local, représente la résultante des mouvements de billets à travers la limite du département : excédent d'apport par les voyageurs et les plis chargés lorsqu'il y a surplus de versements à la Banque, exportation de monnaie dans le cas contraire. Dans le plus grand nombre des départements, ces excédents, tout en conservant généralement le même sens, se sont accrus entre les deux périodes considérées dans une proportion qui dépasse de beaucoup l'augmentation de la

(1) Voir *Journal de la Société de Statistique*, juin 1914, p. 282.

circulation monétaire. Cette circulation est passée, en effet, de 9 ou 10 milliards en moyenne à 53 milliards 483 millions (moyenne de 1927), soit un coefficient d'augmentation de 5 à 6, alors que, dans les départements exportateurs de billets, on relève les chiffres suivants :

	Excédent de prélèvements aux guichets de la Banque (en millions de francs)		Coefficient d'augmentation
	Moyenne 1908-1912	Année 1927	
Seine	652,8	9.604,0	14,7
Rhône	59,9	916,5	15,3
Gironde	60,0	373,2	6,2
Loire	11,4	239,6	21,0

Les départements à excédents de recettes, beaucoup plus nombreux, obéissent à la même tendance, et les résultats sont les suivants pour les plus importants :

	Excédents de versements aux guichets de la Banque (en millions de francs)		Coefficient d'augmentation
	Moyenne 1908-1912	Année 1927	
Seine-et-Oise	51,4	1.494,8	29,2
Eure	11,0	358,7	32,6
Oise	39,5	334,5	8,6
Manche	10,1	317,7	31,4
Seine-et-Marne	48,6	302,1	6,2
Calvados	34,7	278,4	8,5
Ain	17,1	274,4	15,9
Vendée	25,7	274,3	10,7
Allier	37,7	260,7	7,1

Pour l'ensemble des 90 départements, le total cumulé des excédents de prélèvements et de versements donne un coefficient d'augmentation de 10,8; c'est à peu près le double du coefficient d'augmentation de la circulation monétaire. Cet accroissement anormal ne saurait d'ailleurs être attribué à une augmentation de vitesse de la circulation monétaire, ou à un changement d'allure qui, sans modifier le total des échanges dans le pays, ramènerait plus fréquemment les signes monétaires vers les guichets de la Banque. En effet, le mouvement global des espèces et des billets dans les caisses de la Banque (sans distinction, cette fois, de leur provenance) a été, pour la période de 1908-1912, de 63 milliards 88 millions en moyenne par an, et, en 1927, de 300 milliards 232 millions, faisant ressortir un coefficient d'augmentation de 4,7, un peu inférieur à celui de la circulation monétaire.

On se trouve donc amené à conclure que les billets de banque, partant de leur guichet d'émission, ont une tendance beaucoup plus accentuée qu'autrefois à s'éloigner de ce guichet pour aller réintégrer les caisses de la Banque dans des comptoirs lointains, et qu'un même billet, au cours de sa circulation, franchit deux fois plus souvent environ, pour émigrer définitivement, la limite de son département d'origine. Ce phénomène s'explique d'ailleurs facilement. Entre deux guichets de la Banque, les billets ne peuvent utiliser que deux véhicules : les plis chargés et assurés transmis par la poste, et le portefeuille des voyageurs dans leurs déplacements personnels. En raison des facilités de

plus en plus grandes offertes par les banques et par la poste aux transferts de fonds par écritures, il est peu probable que les transports matériels de billets par la voie postale aient pris beaucoup d'extension depuis la période d'avant-guerre; mais il n'en est pas de même des déplacements individuels des porteurs de billets. C'est un fait d'observation courante que ces déplacements ont pris une extension considérable; le nombre des voyageurs transportés par les chemins de fer est passé de 503 millions en moyenne en 1908-1912 à 827 millions en 1925; quant aux voyages en automobile, les statistiques, s'il était possible d'en établir, montreraient qu'ils ont subi un développement bien plus considérable encore. Le spectacle du défilé des voitures qui, pendant la belle saison, quittent les grandes villes les dimanches ou au moment des vacances pour se répandre vers des régions de promenade ou de villégiature, suffit à donner une idée des sommes considérables que les touristes emportent annuellement des centres urbains pour les disperser dans le reste de la France.

D'autre part, dans la région parisienne, un nombre toujours croissant d'habitants, qui perçoivent leurs salaires et leurs autres revenus dans le département de la Seine, vont en dépenser la plus grande partie dans les départements de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne, où se trouve leur domicile.

Enfin, et cette dernière cause n'est peut-être pas la moins importante, les grandes villes, pour le ravitaillement quotidien de leur population, dont le chiffre va sans cesse croissant, drainent les ressources du sol d'une zone de territoire étendue; les règlements qui en résultent, et qui s'effectuent généralement en billets, vont se répandre dans la circulation des départements producteurs, où ils provoquent une surabondance très accentuée des instruments de paiement.

Sous ces influences diverses, le mouvement de dispersion des billets que nous avons constaté serait certainement devenu encore beaucoup plus important, si le développement simultané des transferts de fonds par écritures n'était venu y apporter un correctif.

Tel qu'il subsiste malgré ce correctif, il rend beaucoup plus onéreuse la mission de répartition de la monnaie sur le territoire français, qui incombe à la Banque de France. Les frais des transports d'espèces et de billets nécessaires pour alimenter les divers comptoirs en monnaie appropriée aux besoins locaux, ou pour évacuer le trop plein des apports du public, sont passés de 133.000 francs en moyenne pendant la période 1908-1912 à 2.216.000 francs en 1927.

* * *

Il faut maintenant examiner la contrepartie des mouvements de billets dont nous venons de mesurer l'importance, et que l'on peut considérer, pour chaque département, comme formant le solde de la balance économique locale. Les autres éléments de cette balance se règlent, en définitive, par l'intermédiaire de la Banque de France. Depuis 1911, en effet, la Banque effectue gratuitement les transferts de fonds qui lui sont demandés par ses titulaires de comptes; il en résulte qu'elle assure en totalité les mouvements de trésorerie des banques privées, et que les transferts effectués par celles-ci à la demande de leurs clients

viennent se fondre dans le mouvement des échanges de tirages entre les divers comptoirs de la Banque. De même, les règlements par la voie des comptes courants postaux, qui depuis 1918 ont pris une si grande extension, se soldent au moyen de transferts effectués par les soins de la Banque, et qui se confondent dans la masse de ceux qu'elle exécute pour le compte du Trésor public. Ainsi viennent confluer à la Banque tous les règlements publics ou privés, à l'exception de ceux qui s'opèrent par un transport matériel de billets et que nous avons étudiés plus haut.

La gratuité complète accordée par la Banque aux virements déplacés et visas de chèques, ainsi que la création de chèques circulaires, a développé dans des proportions considérables l'usage de ces modes de règlements. De 516 millions par an pour la période 1908-1912, le montant des transferts opérés s'est élevé à 15 milliards 18 millions en 1927. Il faut noter que cette extension s'est surtout effectuée dans le sens d'une concentration des émissions dans un plus petit nombre de régions, alors que nombre de départements autrefois émetteurs de dispositions ont vu le solde de leurs mouvements se renverser et donner lieu à un excédent de paiements. En 1927, 27 départements seulement, au lieu de 54 en 1908-1912, présentent un excédent des recettes sur les paiements. Le mouvement a pris une ampleur singulière dans le département de la Seine, où, avant la guerre, les paiements des tirages effectués par la province dépassaient de 36 millions le mouvement inverse, alors qu'aujourd'hui ce sont les envois de fonds à destination des autres départements qui ont pris la prépondérance pour une somme totale de 12 milliards 789 millions; il y a là un retournement de situation dû en grande partie à l'habitude prise par les banques privées de concentrer leur trésorerie à Paris, et d'alimenter, à l'approche des échéances, leurs agences de province par des virements confiés aux soins du siège central de la Banque de France.

Les règlements par voie postale viennent dans une large mesure en compensation du mouvement précédent; leur caractéristique est de drainer dans les communes rurales les excédents de numéraire pour les concentrer dans les centres urbains où viennent puiser les titulaires de comptes courants postaux; c'est, en effet, dans 74 départements que les versements du public dépassent ses prélèvements; les régions où se concentrent ces derniers donnent lieu naturellement à des mouvements très intenses; les excédents de prélèvements s'élèvent à 9 milliards 771 millions dans la Seine, à 943 millions dans le Bas-Rhin, à 912 millions dans les Bouches-du-Rhône, à 793 millions dans la Haute-Garonne, à 763 millions dans la Gironde, à 726 millions dans le Nord, etc.

Les deux actions antagonistes des virements de fonds par la Banque et par la poste ont une importance presque égale; les mouvements de billets interdépartementaux qui leur sont attribuables s'élèvent respectivement à 15 milliards 200 millions et à 16 milliards 200 millions; mais il s'en faut que la compensation s'applique dans chaque département de façon aussi parfaite que dans le total, et l'ensemble des deux courants laisse à régler, pour la France entière, un solde de 12 milliards 500 millions environ, c'est-à-dire la majeure partie des 14 milliards 100 millions par lesquels se soldent, allées et venues compensées, les mouvements de département à département, assurés par les soins de la Banque.

C'est par les mouvements de fonds pour le compte des caisses publiques et par ceux auxquels donnent lieu l'escompte et le recouvrement des effets de commerce, les achats et ventes de titres, les paiements d'arrérages, etc., qu'achève de s'établir l'équilibre entre les versements et les prélèvements de billets par la circulation.

Les règlements effectués pour le compte des caisses publiques ont pris depuis la guerre un développement qui s'explique aisément par l'extension des recettes et des dépenses budgétaires, dont la moyenne est passée de 4 milliards 383 millions en 1908-1912 à 52 milliards 688 millions en 1927. En outre, les émissions et les remboursements de bons de la Défense nationale, l'émission des emprunts qui se sont succédé au cours de l'année 1927, ont contribué à grossir les chiffres. Mais les circonstances particulières qui ont caractérisé cette période de redressement des finances publiques ont pu modifier, sur ce point spécial, les courants normaux de numéraire, et il serait hasardeux de tirer des conclusions générales de constatations faites au cours de ces douze mois.

* *

La localisation des excédents ou des déficits de la circulation monétaire n'a pas subi, depuis l'avant-guerre, de modifications essentielles. Ce sont toujours les grands centres industriels qui constituent les foyers de dispersion de la monnaie sur le territoire, et les régions de production agricole intense qui drainent les billets vers elles. Le mouvement a pris une intensité particulière dans la région parisienne; le département de la Seine, qui exportait 652 millions de billets avant la guerre, en a dispersé, en 1927, pour 9 milliards 604 millions, c'est-à-dire près de quinze fois plus; le développement de sa population, passée de 3.848.000 habitants en 1906 à 4.567.000 en 1926, l'augmentation, dans une proportion de 1 à 6,5 environ, du prix des denrées nécessaires au ravitaillement quotidien de cette population et provenant d'une zone très étendue, l'accroissement des déplacements individuels des habitants que nous avons déjà signalé, rendent suffisamment compte de cette situation. Sur ces 9 milliards 604 millions, 1 milliard 797 millions sont déjà absorbés par les départements voisins de Seine-et-Oise et Seine-et-Marne; le surplus contribue pour une forte part aux excédents considérables de l'Oise (334 millions), de l'Eure (358 millions), de l'Eure-et-Loir (206 millions), du Loiret (140 millions), etc.

Les autres centres urbains prélèvent également des sommes considérables dans les caisses de la Banque; ce sont Lyon (pour 889 millions contre 60 millions en 1908-1912), Bordeaux (421 millions), Lille-Roubaix-Tourcoing (377 millions), Strasbourg (335 millions), Saint-Étienne (264 millions), Marseille (242 millions), Mulhouse (177 millions), Nancy, (164 millions).

D'une importance égale, au point de vue des besoins de monnaie, sont des villes de population moindre, mais qui constituent des centres de la production minière ou métallurgique, grands distributeurs de salaires; on trouve au premier rang Sarreguemines avec un excédent de prélèvements de 365 millions,

puis Lens (351 millions), Douai (296 millions), Valenciennes (265 millions), Longwy (175 millions.)

Les autres centres industriels ne suivent le mouvement que de très loin; un certain nombre d'entre eux sont d'ailleurs isolés au milieu de régions agricoles qui font refluer immédiatement vers les caisses de la Banque le produit de la vente de leurs récoltes.

En dehors de ces points, il n'y a guère à noter, comme centre d'essaimage important des billets, que le Midi viticole, qui en a exporté pour 432 millions en 1927, contre 12 millions environ pour la moyenne 1908-1912. Certaines régions qui s'adonnent spécialement à la culture des primeurs, comme le Vaucluse et la côte bretonne aux environs de Saint-Malo et de Morlaix, ont vers le milieu de l'année des besoins intenses de monnaie, qui ne sont pas toujours contrebalancés par les excédents des mois d'hiver.

Il faut signaler enfin l'activité de l'absorption de numéraire par les départements d'Alsace-Lorraine; malgré les rentrées qui se produisent dans les régions agricoles qui avoisinent Metz, Colmar, Haguenau, Saverne et Sélestat, l'excédent des demandes de billets par la circulation atteint 447 millions, qui vont ensuite se répandre dans le reste de la France.

Les rentrées de numéraire dans les caisses de la Banque se répartissent sur une zone beaucoup plus étendue. Les grandes villes ne prennent part à ce mouvement que dans des cas exceptionnels; on y trouve Nantes pour 59 millions, Rouen pour 16 millions et les ports militaires de Brest (22 millions) et de Toulon (54 millions) qui présentaient avant la guerre un mouvement inverse; sans doute faut-il voir là une conséquence du ralentissement de l'activité de la marine de guerre. Parmi les régions agricoles où le numéraire présente des excédents considérables, nous avons déjà cité la zone périphérique de la région parisienne: c'est certainement aussi à son rôle d'approvisionneur de la région stéphano-lyonnaise que le département de l'Ain doit ses 274 millions de billets surabondants. Les pays d'élevage déversent également dans les caisses de la Banque des excédents très importants: 693 millions en Basse-Normandie, 627 millions dans le Maine et le Perche, 682 millions dans la région de la Vendée et des Charentes, 453 millions dans le Nivernais et le Bourbonnais. On rencontre des versements d'un ordre de grandeur comparable dans les régions plus spécialement adonnées à la culture des céréales ou aux cultures industrielles: Eure-et-Loir (206 millions), Loir-et-Cher (205 millions), Loiret (140 millions).

Il convient de signaler que ces résultats d'ensemble peuvent se trouver légèrement modifiés dans certaines régions, quelques réseaux de chemins de fer centralisant leurs recettes par leurs propres moyens dans une ville unique où elles les versent dans les caisses de la Banque: c'est le cas du Nord, dont la trésorerie se concentre à Paris, et du Midi, qui ramène ses recettes à Bordeaux. Dans toute l'étendue de ces réseaux, il y aurait donc lieu d'augmenter les excédents de billets en circulation, ou de réduire les déficits, dans une mesure qui ne saurait d'ailleurs influencer sur le caractère bien marqué des diverses régions intéressées.

L'opposition entre les régions agricoles et les centres industriels subsiste comme avant la guerre, bien que la multiplication des guichets de la Banque

de France et la création des comptes courants postaux aient grandement facilité les règlements par écritures et les aient fait pénétrer dans des milieux qui n'avaient pas coutume de s'en servir.

* *

Cette constance dans les allures de la circulation monétaire ne subsiste pas si, au lieu de considérer les mouvements globaux survenus pendant toute une année, on s'attache à les décomposer pour en étudier les variations mensuelles. La période d'avant-guerre était caractérisée, dans les régions où l'agriculture est prépondérante, par un mouvement oscillatoire très net qui faisait affluer le numéraire dans la circulation au cours du second semestre, lors des opérations de la récolte et de la vente des produits du sol; cet appel était suivi, au printemps et au début de l'été, d'un refoulement dû à la consommation par les populations rurales des réserves accumulées; le paiement des impôts directs, dont les rôles étaient émis dès le printemps, s'étalait presque uniformément sur tous les mois de l'année et ne contrariait en rien le mouvement naturel du numéraire.

Or, de ce côté, un changement important est survenu par suite du retard apporté à la publication des rôles de l'impôt sur le revenu; en 1927, ce n'est qu'à partir du mois de juillet que les rentrées ont commencé à prendre quelque activité; elles se sont poursuivies jusqu'à la fin de l'année, si bien que le recouvrement des impôts, qui n'avait porté au cours des six premiers mois que sur 18 milliards 500 millions, a atteint, pendant le second semestre, 22 milliards 741 millions; il présente des maxima caractérisés à la fin des mois de juillet et d'octobre.

Cette absorption de numéraire par les caisses publiques ne pouvait qu'atténuer l'effet de la surabondance provoquée, au même moment, par les opérations de l'agriculture; de même, au cours du premier semestre, le reflux habituel des billets, n'étant plus favorisé par les perceptions du Trésor, a subi un effacement sensible.

Ce n'est que dans des cas très particuliers qu'on retrouve dans toute sa vigueur le mouvement oscillatoire des années d'avant-guerre. Le Midi viticole, par exemple, a vu sa circulation locale restituer une vingtaine de millions de billets de mars à mai, puis, pendant les mois de vendange, il a fallu demander 272 millions à la Banque pour payer la main-d'œuvre et régler les achats aux récoltants; l'ampleur de ce mouvement n'était que de 16 millions avant la guerre. Mais une telle fluctuation reste exceptionnelle, et, dans nombre de cas, ce n'est que par l'observation de faibles mouvements qu'on peut constater qualitativement la persistance des phénomènes monétaires d'autrefois dans les régions agricoles. Si la poussée du mois d'août reste sensible dans les départements où les céréales forment la culture dominante, les pays d'élevage ne fournissent la plupart du temps qu'une courbe aux inflexions indécises, et, dans la région du Nord, la culture de la betterave n'exerce plus d'influence très sensible. Certaines variations purement locales et très passagères se retrouvent plus facilement : armement pour la grande pêche à Saint-Malo et à Granville, culture des primeurs sur la côte bretonne et dans le Vaucluse, besoins particuliers des stations balnéaires, thermales et hivernales, etc.

Dans les grands centres urbains, l'uniformité qui caractérisait, avant la guerre, le chiffre des sorties mensuelles de billets se trouve maintenant rompue par des prélèvements supplémentaires de la circulation, notamment pendant les mois de juillet à septembre; on retrouve ici l'influence des déplacements en masse de la population des villes pendant la période des vacances.

D'une façon générale, le déplacement des dates de paiement des impôts devra aboutir à un effacement du rythme habituel des maxima et des minima de la circulation des billets, dans les années qui ne subiront pas, comme 1927, l'influence de vastes opérations susceptibles de modifier profondément l'allure de la trésorerie de l'État. L'observation de faits locaux permet ici de déceler des tendances qui restent masquées si on n'examine que les mouvements d'ensemble, où elles disparaissent devant l'influence prépondérante des grandes opérations financières.

* * *

Une dernière question, et non la moins importante, qui se pose à l'examen des phénomènes décrits dans cette étude, est celle de savoir si le montant actuel de la circulation des billets ne dépasse pas les besoins réels du pays.

De 1908 à 1912, période qui a fait l'objet de notre étude d'avant-guerre, la circulation de billets et de monnaie métallique en France était évaluée à 10 milliards environ. Depuis cette époque, les prix se sont accrus dans la proportion de 4 à 6,5 environ, et la population, compensation faite entre les pertes résultant de la guerre et la réintégration de l'Alsace-Lorraine, a augmenté de 3 %. En admettant, ce qui est très vraisemblablement en deçà de la vérité, que le « tonnage » des échanges de chaque individu soit resté constant, on serait conduit à admettre que la circulation monétaire, pour satisfaire aux besoins dans la même mesure qu'autrefois, aurait dû être multipliée par 6,7, c'est-à-dire parvenir aux environs de 67 milliards. Mais il est bien certain, d'autre part, que le développement des règlements par écritures a réduit les besoins de signes monétaires; de 1910 à 1927, les virements de fonds de place à place, effectués par la Banque de France pour le compte public, ont passé de 5 milliards 900 millions à 109 milliards 800 millions; en outre, la poste, au moyen de ses comptes courants, contribue pour une somme très importante aux règlements sans déplacement de numéraire. De là résulte la possibilité d'une économie de circulation de plusieurs milliards; cette économie est toutefois atténuée par les déplacements de plus en plus nombreux de la population, qui tendent à accroître les encaisses individuelles.

Au total, il ne semble pas que les 60 milliards de billets qui circulent actuellement en France dépassent les besoins accrus par la hausse des prix et le développement de l'activité économique. La suppression du cours forcé des billets de banque et le rétablissement de la libre circulation des capitaux entre la France et l'étranger sont encore trop récents pour avoir pu produire tous leurs effets; la surabondance des capitaux disponibles montre notamment que l'équilibre n'est pas encore établi entre les diverses formes que peut revêtir la fortune publique; mais cette surabondance se traduit bien plus par le montant élevé des dépôts en banque que par un accroissement anormal de la

circulation des billets de banque. Elle reste un phénomène d'ordre purement bancaire, étroitement localisé quant à ses symptômes, et elle n'exerce certainement pas d'influence sensible sur le montant des billets qui séjournent dans les caisses ou passent de mains en mains, non seulement dans les provinces reculées, mais dans les grandes villes elles-mêmes. Ce qui le prouve, c'est que les mouvements de monnaie locaux conservent, au cours des tout derniers mois, une allure entièrement normale; leurs variations sont régies par des causes économiques facilement décelables. Dans l'ensemble, on peut dire que la masse des billets en circulation est fonction de l'activité agricole, industrielle et commerciale, et que, depuis le retour à un régime monétaire normal, elle ne dépend plus que très indirectement de la plus ou moins grande abondance des capitaux sur le marché monétaire; c'est sur le montant des comptes courants créditeurs à la Banque de France que celle-ci exerce son influence.

L'étude des mouvements de monnaie depuis le début de 1927 permet de conclure que l'équilibre est maintenant établi entre la masse monétaire et les transactions dont elle est appelée à assurer normalement le règlement.

G. ROULLEAU.